



Madame la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale,

En ce 25 juin 2024, le rassemblement national, et plus globalement l'extrême droite nationaliste, xénophobe et raciste, se trouvent aux portes du pouvoir, en capacité de remporter une majorité à l'Assemblée nationale et de former un gouvernement.

La vision de l'école portée par le RN est celle d'une école passiste à deux vitesses, autoritariste et discriminante.

Celle que nous défendons est au contraire une école qui donne à tous-tes les élèves les moyens de réussir, sans distinction d'origine sociale, familiale, malgré leurs handicaps ou leur religion réelle ou supposée.

Depuis plusieurs mois, les personnels se sont particulièrement mobilisés contre les mesures du « choc des savoirs » : journée de grève, manifestations, réunions publiques... L'amoncellement de mesures, du premier au second degré, dessine les contours d'une École passiste et conservatrice et vise à généraliser le tri des élèves dès le plus jeune âge, notamment par les groupes de "besoins" pour ne pas dire de niveaux, mais aussi en faisant du Diplôme National du Brevet un examen d'entrée au lycée. Le rejet par l'ensemble de la communauté éducative du « choc des savoirs » et de son tri social est bien ancré : aucune voix « Pour » ne s'est exprimée lors du vote au Conseil Supérieur de l'Éducation.

À la stigmatisation des élèves, s'ajoute le séparatisme social entre le public et le privé : 16,6 % des élèves du secteur privé sous contrat sont issu-es de milieu défavorisé contre 40,1 % des élèves du secteur public (note de la DEPP). Une politique de l'école des riches et des pauvres se met en place, favorisée par de nombreuses décisions des pouvoirs publics. Un cadeau de plus pour le RN qui voudrait revenir sur le collège unique.

Un cap est affiché par le gouvernement : l'entre soi avec la fin de la mixité sociale et de l'égalité républicaine. À l'opposé de cette politique, la FSU/CGT éduc'action défend la nécessité de mixité sociale dans les écoles, afin que tous-tes les élèves, quel que soit leur milieu social, bénéficient des mêmes chances de réussite.

L'École ne tient que par la motivation de ses personnels qui y vouent, dans leur immense majorité, toute une carrière.

La FSU et la CGT Educ'action interviennent et accompagnent de plus en plus de collègues, pourtant investi-es dans leur rôle et la réussite de leurs élèves mais, souffrant du désinvestissement total des décideur-euses à répondre à l'amélioration de leurs conditions de travail.

En cette fin d'année scolaire, l'heure est au bilan et force est de constater que nous sommes encore très loin de la mise en œuvre d'une véritable prévention primaire. Depuis des années, la FSU/CGT éduc'action revendique que tout projet de réorganisation ou de réforme soit accompagné d'une étude préalable d'impact sur les conditions de travail, ce qui n'a pas été fait jusqu'à présent. Mieux, il faudrait que l'amélioration des conditions de travail soit l'un des objectifs de toute réorganisation ou de toute réforme. Bien au contraire, la réforme « choc des savoirs » se fait contre l'avis de toute la profession dans un contexte d'austérité de fermetures de classes et de suppression de postes, source de dégradation importante des conditions de travail.

Il en va de même pour les personnels comme pour les élèves en situation de handicap et leurs familles, la situation actuelle n'est plus tenable, l'école ne parvient plus à accueillir comme la loi l'y engage les élèves en situation de handicap qui lui sont confiés : c'est inacceptable. Il y a urgence à donner des moyens suffisants et à la hauteur des besoins pour que l'école inclusive fonctionne. Allègement des

effectifs, moyens humains supplémentaires, abandon des PIAL/PAS, reconstitution des réseaux d'aides, places en établissements spécialisés, véritable statut pour les AESH, formation, accompagnement des équipes... rien ne s'oriente vers une telle ambition dans la politique éducative menée, laissant les personnels démunis.

Plus encore, la transformation des PIAL en PAS encore plus étendus ainsi que l'affectation arbitraire et soudaine des AESH à quinze jours de la fin de l'année montre là encore l'absence de volonté de la part de l'administration à développer un réel travail de prévention des conditions de travail de son personnel, sans mesurer l'impact que cette nouvelle organisation aura sur leur santé physique et psychologique.

Les personnels sont à un point de rupture sur la question de l'inclusion, il est urgent de prendre en compte cette ultime alerte.

Comme en témoigne l'accroissement des signalements RSST sur cette période de fin d'année scolaire, les personnels doivent faire face à des événements dramatiques impactant leur santé, leur vie personnelle et professionnelle : anxiété, inquiétude, insultes, non-respect de la fonction, agressions verbale et physique, menaces souvent répétées...

Les personnels et les élèves sont abandonné-es par le gouvernement sous prétexte d'économies. Les ESMS coûtent plus cher que des AESH : des places sont supprimées. Les heures d'APC ou de soutien permettent de faire des économies sur le coût d'enseignants spécialisés... Seulement voilà, les professeur-es ont beau être compétent-es et conciliant-es, ils et elles ne peuvent remplacer des professionnel-les formé-es.

C'est le climat scolaire tout entier qui se dégrade.

Un mot sur le bâti scolaire, pour lequel les personnels attendent la mise en œuvre de véritables plans de rénovation. En effet, de trop nombreuses structures sont vieillissantes où les fuites d'eau en toiture, les infiltrations, les défauts d'aération sont fréquemment constatés. Les bâtiments scolaires sont souvent des passoires thermiques, largement sous-équipées pour faire face au dérèglement climatique. Ces problématiques dégradent mécaniquement les conditions de travail des élèves et des personnels engendrant des effets négatifs sur la santé.

Ajoutons à cela le recul de l'âge du départ en retraite, le déclassement social, la stagnation salariale, la surcharge de travail... On obtient de la perte de sens du métier, mal-être et du découragement.

L'ensemble des personnels est dans l'attente des moyens suffisants pour accomplir les missions qui sont les leurs dans de bonnes conditions. Opposé-es à une rémunération au mérite, nous défendons une revalorisation qui ne pénalise plus les femmes et qui permette un reclassement social sans contrepartie.

La FSU/CGT éducatrice soutient les mobilisations en cours et demande de prendre la mesure de ce qui se passe actuellement dans nos écoles et dans nos établissements, et d'écouter la profession. Le constat de refonder l'École devient bien une nécessité impérieuse mais avec les personnels, et non contre eux.

La FSU/CGT éducatrice rappelle de nouveau à l'employeur, que les conditions de travail ne doivent pas porter atteinte à l'intégrité physique ni mentale des personnels. C'est pourquoi, Madame la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale, les représentant-es de la FSU/CGT éducatrice, vous rappellent à vos obligations réglementaires de protéger la santé des personnels et d'assurer leur sécurité.